

Travail forcé des Ouïgours : une plainte déposée en France contre quatre multinationales de l'habillement

mardi 20 avril 2021, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 9 avril 2021).

Une femme ouïgoure rescapée et des ONG demandent à la France d'enquêter sur le recours au travail forcé de la minorité musulmane opprimée par la Chine. Une plainte qui pourrait signer le début d'une longue série.

Des ONG et une rescapée ouïgoure ont déposé plainte en France, vendredi 9 avril, contre quatre multinationales de l'habillement, accusées de tirer profit du travail forcé imposé à la minorité musulmane turcophone des Ouïgours en Chine.

Sont accusés de « recel de travail forcé et de crimes contre l'humanité » les sociétés Inditex (propriétaire de la marque **Zara**), **Uniqlo**, **SMCP (Sandro, Maje, de Fursac...)** et le chausseur de sport **Skechers**.

Cette plainte a été déposée par l'association anticorruption **Sherpa**, le collectif **Ethique sur l'étiquette**, **l'Institut ouïghour d'Europe (IODE)** et **une femme ouïghoure ayant été internée** dans la province du Xinjiang. Cette région située dans le nord-ouest de la Chine représente près d'un cinquième de la production mondiale de coton et fournit de nombreux géants de l'habillement.

Sur la base d'un rapport publié en mars 2020 par l'ONG australienne Australian Strategic Policy Institute (ASPI, « Institut australien de politique stratégique ») sur le recours au travail forcé de la minorité ouïgoure, les plaignants demandent à la justice française d'enquêter sur ces entreprises qui « *continueraient d'y sous-traiter une partie de leur production ou de commercialiser des biens utilisant du coton produit dans la région, se rendant complices des graves crimes qui y sont perpétrés* ».

Les associations estiment vraisemblable la commercialisation, par ces quatre sociétés, de vêtements ou de chaussures fabriqués en totalité, ou pour partie, dans des usines où des Ouïgours sont soumis au travail forcé. Elles estiment aussi qu'elles ne justifient pas d'efforts suffisants pour s'assurer que leurs sous-traitants ne sont pas impliqués dans les persécutions de cette minorité.

Dans le détail, les plaignants suggèrent à la justice de qualifier ces faits de « *recel de crime de réduction en servitude aggravée* », « *recel de crime de traite des êtres humains en bande organisée* » ou encore « *recel de crime de génocide et de crime contre l'humanité* ». La plainte, déposée à Paris par l'avocat William Bourdon, « *est la première d'une série qui se déploiera dans les prochains mois dans d'autres pays européens* ».

- Le grand groupe industriel espagnol spécialisé dans la confection et la distribution de textile Inditex (propriétaire de la marque **Zara**) se voit reprocher par les associations ses liens avec d'importants producteurs de fils et de tissus installés aux Xinjiang, ce qu'il a contesté.
- L'entreprise **Uniqlo**, qui a pris position officiellement contre le travail forcé des Ouïgours, est accusée de s'être fournie en textile dans la région, ainsi que dans la province d'Anhui, où des milliers de travailleurs ont été transférés, possiblement contraints.
- Concernant **SMCP**, le fabricant a pour actionnaire majoritaire Topsoho, une société détenue par le chinois Shandong Ruyi, qui, selon l'ASPI, a implanté ses usines depuis 2010 dans le Xinjiang.

- Enfin, des chaussures de **Skechers** USA France ont été produites dans une usine de la province du Guangdong, où travaillent des Ouïgours transférés potentiellement de force, selon les plaignants.

Les associations ont annoncé tenir une conférence de presse lundi à Paris, en présence de l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, récemment interdit de territoire par la Chine pour son engagement dans cette cause, et de la sociologue Dilnur Reyhan, fondatrice de l'Institut ouïgour d'Europe.

Plusieurs pays, dont les Etats-Unis, évoquent un « génocide » dont seraient victimes les Ouïgours. Des ONG de défense des droits humains accusent Pékin d'avoir interné depuis 2017 plus d'un million d'entre eux dans des centres de rééducation politique. Un chiffre démenti par le régime communiste, qui assure qu'il s'agit de « *centres de formation professionnelle* » destinés à éloigner les Ouïgours de l'islamisme et du séparatisme, après une série d'attentats qui leur ont été attribués.